



Extrait du Association pour l'Économie Distributive

<https://www.economiedistributive.fr/Au-fil-des-jours,741>

Au fil des jours

- La Grande Relève - N° de 1935 à nos jours... - De 1935 à 1968 - Année 1968 - N° 653 - novembre 1968 -

Date de mise en ligne : lundi 23 octobre 2006

Date de parution : novembre 1968

Copyright © Association pour l'Économie Distributive - Tous droits réservés

On se propose de reconstituer si non des provinces mais des régions. C'est la décentralisation. Mais n'est-ce pas une évolution à contre-courant de l'Histoire ? Un retour à l'époque d'avant 1789 ?

Elles faciliteront, dit-on, l'expansion de notre économie, mais on voudrait savoir pourquoi.

Le grand souci actuel est de faire baisser les prix de revient, et c'est pourquoi tant d'entreprises fusionnent ; elles entendent demeurer compétitives sur le marché commun d'abord, et autant que possible dans la compétition internationale. La décentralisation projetée n'est elle pas aux antipodes de cette politique ?

Enfin l'autonomie même limitée dont les régions vont bénéficier, exige que la région puisse prendre des décisions, obligeant ainsi l'Etat à lui abandonner une partie de ses charges ; mais si la région a le droit d'établir des impôts, viendront-ils augmenter la charge fiscale des Français ? Si oui, on se demande s'ils en ont vraiment besoin.

C'est au Japon maintenant que les étudiants se révoltent. La répression fut particulièrement sévère : nombreux blessés et plus de 1.000 arrestations. Après les Etats-Unis, l'Amérique centrale, l'Amérique du Sud, l'Europe, le Sénégal, voici maintenant le tour de l'Asie.

Finira-t-on par comprendre que nos désordres de mai et de juin n'avaient pas le caractère unique qu'on affectait de leur attribuer ? Partout la jeunesse s'inquiète et elle a raison. Il y a lieu de croire que cette agitation est loin d'être terminée. C'est tout notre système économique et social répétons-le encore, qui est en cause. C'est la « mutation » annoncée mais jamais précisée, qui se prépare : c'est une levée de rideau.

Les journalistes du Figaro ont fait une journée de grève pour réclamer le droit d'écrire ce qu'ils pensent. Mais si l'administration de ce quotidien leur donne satisfaction, ses lecteurs se mettront en grève, car ils exigent de ne lire que ce qui leur plait.

Il y a plus de trois ans que l'armée américaine bombarde le Vietnam du Nord, et l'on peut se demander ce qu'il en reste.

Mais pour arrêter ces bombardements, le Président Johnson exigeait une contrepartie que les Vietnamiens refusaient avec la dernière énergie.

Brusquement, le Président Johnson a renoncé à cette contre-partie - Pourquoi ? - En raison de l'imminence des élections présidentielles aux Etats-Unis. Ce geste inattendu favorise son parti politique, celui des démocrates, dont le

candidat Humphrey est vice - président des Etats-Unis.

En sorte que s'il n'y avait pas eu heureusement des élections présidentielles, des êtres humains auraient encore été massacrés dans le Vietnam du nord. S'ils sont en vie, c'est à des élections devenues providentielles qu'ils le devront.

On peut se demander si l'Histoire n'inscrira pas le nom du Président Johnson parmi les authentiques criminels de guerre.

Dans la revue « Les Informations », numéro du 21 octobre, M. F.H. de Virieu donne d'intéressantes précisions sur notre guerre à cette Abondance, que, depuis des années, nous nous entêtons à qualifier de néfaste surproduction.

Citons quelques lignes : « Les dépenses de soutien des marchés agricoles ont décuplé sournoisement au point de représenter, dans le projet de budget de 1969, l'équivalent des crédits de fonctionnement et d'étude de toute l'armée de terre. Le seul financement du stockage et de la braderie de nos excédents de produits laitiers coûtera, en 1969, autant que la guerre d'Algérie, au temps où nous la faisons, un milliard d'anciens francs par jour ! Tandis que le total des droits de succession perçus en France, même majorée par le Parlement, suffira à peine à compenser les subventions pour l'exportation de nos céréales excédentaires. »

A remarquer que cet « assainissement » des marchés est une prérogative, ou une spécialité, du régime capitaliste, parce que la « surproduction » tue le profit, moteur de l'activité économique.

En Espagne cette intelligente politique est suivie comme en font foi des coupures de presse qu'un de nos camarades nous fait parvenir. On la pratique même aux îles Canaries dont la population se compose en partie d'indigents.

L'article de M. F. H. de Virieu est incomplet. Il aurait dû rappeler qu'en France, également, le nombre des économiquement faibles, en particulier des vieillards, est très élevé. Dans son beau livre « La France Pauvre » M. P. M. de la Gorce estime que le nombre de nos compatriotes végétant péniblement en marge de la misère, est de l'ordre de 12 millions.

Il semble que l'industrie automobile va sérieusement ralentir puisqu'il devient de plus en plus difficile de circuler dans les villes et sur les routes grandes et petites. Si l'économie en pâtit, en revanche le taux de mortalité diminuera.

Dans « Les Informations » du 28 octobre, on lit aussi un intéressant article concernant les « cadres ». On leur a posé une question délicate : que pensent-ils des ordinateurs ? Sont-ils rentables ?

N'est-ce pas, en effet, la question qui prime toutes les autres, l'unique souci des producteurs dans notre système économique actuel ?

Oui, les ordinateurs sont rentables, auraient répondu 93 % des « cadres » interrogés, donc la quasi-unanimité.

On aimerait connaître les raisons fournies, mais « Les Informations » sont d'une discrétion absolue à cet égard, et c'est dommage.

La seconde question posée était celle-ci : l'ordinateur supprime-t-il ou crée-t-il des emplois ? Dans la proportion de 58 % les « cadres » ont répondu que l'ordinateur créait plus d'emplois qu'il n'en supprimait (sic).

Il faut avouer que cette réponse laisse rêveur. En effet, s'il est possible que l'ordinateur oblige de créer quelques emplois pour être construit, en revanche il en supprime le plus possible quand on l'utilise, l'ordinateur faisant le travail qui exigeait de nombreuses heures aux travailleurs. C'est en tout cas ce que répondrait un garçonnet.

Le comble, c'est que 6 % des « cadres » interrogés ont fait part de leurs craintes : à les entendre l'ordinateur nous entraînerait vers une vie automatisée et mécanisée dans laquelle le libre-arbitre ne jouera plus (sic).

Que diable le libre-arbitre vient-il faire dans cette aventure ? Ces « cadres » prétendraient-ils que lorsque les machines supprimeront tout effort humain en nous procurant tout ce dont nous avons besoin, nous perdrons notre libre-arbitre !

Concluons que les gens qui, actuellement, trouvent une fortune dans leur berceau et en profitent pour se reposer deviennent ipso facto des « pauvres types », des « benêts », des « intellectuellement faibles » !

Alors que nous versons des pleurs sur le sort de la Tchécoslovaquie, nous paraissions avoir complètement oublié que Daladier signait à Munich (il y a juste 30 ans) avec Hitler, la cession à l'Allemagne de plus de 3 millions d'habitants des territoires des Sudètes appartenant à la Tchécoslovaquie.